



COMMUNIC'ACTION CGT

EDITION FÉVRIER 2026

À LA SAINT ALBOIN,
NOMBREUX, ON VA LOIN !



RÉFÉRENDUM : NON À L'ACCORD GEPP



Ca y est, on y est.

Pour le 10ème anniversaire de la loi Travail instaurée - par 49.3 - par un gouvernement dit "socialiste" sous l'égide d'Hollande, Valls et Macron, à France Travail, nous avons droit à notre **2nd référendum d'"entreprise"**.

49.3



En clair, **2 syndicats qui représentent moins de 35% des Agents**, la CFDT et le SNAP, veulent coûte que coûte faire appliquer un **accord décidé quasi-unilatéralement par la direction et, surtout, néfaste pour tous**. Allo, oui, bonjour, oui, je recherche la démocratie. Vous ne l'auriez pas vue par hasard ?

Toutes les autres organisations syndicales - qui représentent donc **65% des Agents** - sont vent debout contre cet accord qui entérine la **pression au départ définitif ou à la mobilité forcée de 600 collègues** des fonctions supports et qui les met de fait en **concurrence avec les collègues du réseau**, privant ces derniers de leurs droits légitimes à la mutation.



Alors, la direction, la CFDT et le SNAP devraient communiquer de concert sur les **"avancées"** prévues dans cet accord : une **cartographie**, wouaouh, et un **"dispositif national d'accompagnement"**, ben wouaouh aussi alors. **2 coquilles vides**, du blabla, pour 0 garantie !

Seuls objectifs et intérêts de tout ça pour la direction : garantir la **mobilité contrainte** des collègues des fonctions supports, **augmenter la charge de travail** des restants et continuer encore les **"économies de personnel"**... En clair, **plus de taf pour nous tous !**

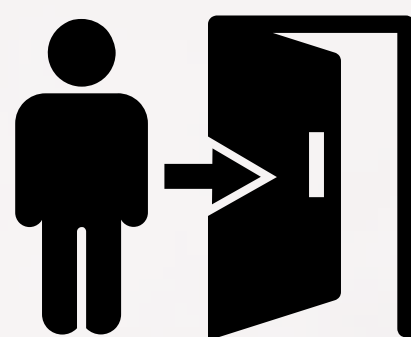


Et ce n'est pas près de s'arrêter parce qu'en ce qui concerne les **"économies de personnel"** les projets de la direction sont encore plus clairs :

- moins 515 CDI
 - moins 525 CDD
 - moins 1000 services civiques
- } soit **2040 collègues en moins** pour la seule année **2026**

Et toujours :

- moins 3700 postes à l'"horizon" **2027**



Nous avons donc le **choix entre subir**, courber l'échine et s'user en imaginant que tout cela va bien finir par s'arrêter un jour, **ou lutter, en permanence et solidairement, par tous les moyens à notre disposition**. Le **vote** en est un ; la **fraternité**, la **contestation** et la **grève** en sont d'autres.

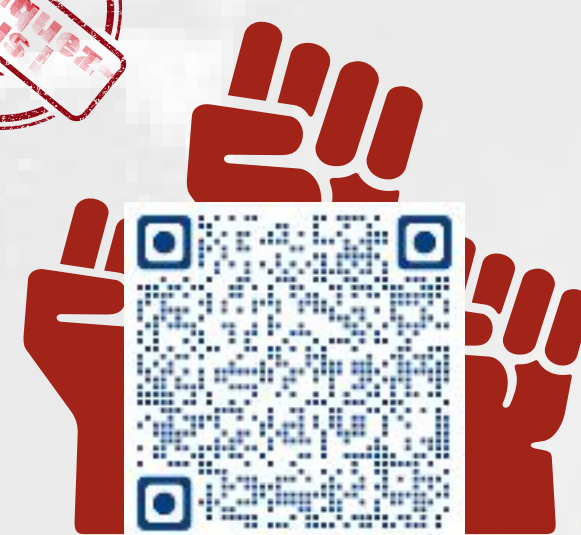
La vraie démocratie n'est que la puissance du nombre.



LUTTONS ENSEMBLE !



Pour nous contacter : syndicat.cgt-hdf@francetravail.fr
Une mine d'infos sur notre page : [Facebook](#)
et notre site internet : cgt-france-travail-hauts-de-france.fr
ou simplement grâce au QR code se trouvant là



Par ici la sortie !

Tu recherches du taf ? **Tu veux t'en sortir et te dis que France Travail est là pour t'aider ?** Tu te dis que ce serait sympa de parler à un professionnel de ta recherche d'emploi ?

Mais tu as eu un rejet à ta demande de RSA.

Alors, tu ne **"coûtes pas un pognon de dingue"** donc ça ne sert à rien de **dédier un agent de service public à ton accompagnement**. Ca coûterait de l'argent public pour rien puisque tu ne touches rien.

Bon, on ne peut pas te radier d'office, on n'a pas le droit. Tu touches rien mais n'as commis aucune **"faute"**. Mais on peut t'inciter ! Gnark, gnark, gnark.

Alors, comme te l'explique ce courrier ci-dessous : **pour être désinscrit, tu n'as rien à faire, c'est simple comme bonjour**.

En revanche, pour **maintenir ton inscription**, tu dois trouver le grimoire caché dans une partie un peu reculée de l'Amazonie, récolter 3 poils de licorne et de la bave de Tyrannosaure albinos et faire Vintimille-Calais à cloche-pied, attention, sans changer de pied.

Mais sinon, dans l'**affichage**, tout demandeur d'emploi doit être accompagné comme il se doit, blablabla, bénéficier de nos services, blablabla être conseillé, accompagné, orienté.... ouais, vers la sortie en l'occurrence.

Elle est pas belle la vie ?



Vous ou votre conjoint avez fait une demande de Revenu de Solidarité Active (RSA). A la suite de cette demande, vous avez été inscrit à France Travail (1).

Nous avons été informés du refus de votre demande de RSA par l'organisme en charge de l'instruction de votre dossier.

Par conséquent, vous avez le choix de maintenir ou non votre inscription à France Travail.

- Pour maintenir votre inscription à France Travail et bénéficier d'un accompagnement :

contactez-nous avant le 22 février 2026 en appelant le 09 84 98 37 94 (2). Nous déterminerons à cette occasion l'organisme d'accompagnement adapté à vos besoins (Mission Locale, Cap Emploi ou France Travail).

- Pour être désinscrit de France Travail :

vous n'avez rien à faire, sans réponse ou action de votre part avant le 22 février 2026, vous serez désinscrit automatiquement. Vous ne bénéficierez pas d'un accompagnement.

Mais quel racisme voyons ?!?

Propos d'un DE :

« L'entreprise m'a appelée hier et m'a dit : ça ne sera pas possible car vous avez les cheveux bouclés mais cela ne veut pas dire qu'on vous met de côté, il y a d'autres intégrations dans 2 semaines, il se peut que le client n'ait pas les mêmes critères. »

Et vous, ils sont comment vos cheveux ??? Si ça boucle, un conseil, courez acheter un lisseur !



Discipline, quand tu nous tiens

On connaissait déjà la répression en cours dans les missions locales au sein desquelles les procédures disciplinaires et les actions prud'hommales sont nombreuses.

Et bien ces procédures semblent aussi augmenter dans d'autres établissements. En plus d'informations inquiétantes venant de la CPAM, nous sommes passés de 6 procédures à France Travail HdF en 2024 à 13 procédures en 2025...

Sachez que nos représentants sont là pour vous épauler. Méfiez-vous des entretiens informels (durant lesquels les représentants syndicaux ne peuvent être présents) qui ne doivent pas se transformer en entretiens disciplinaires (pour lesquels vous pouvez être assisté d'un délégué syndical). Informez-nous si vous êtes victime d'entretiens qui sortent du cadre, vous mettent en difficulté ou remettent en cause votre activité.

Là encore, il faut savoir que seuls les responsables sont tenus à des objectifs individuels. En tant qu'Agent, seule une contribution aux objectifs collectifs est demandée.



La CGT est là pour vous soutenir et vous défendre

Jawohl Herr General !

En janvier 2026, le ministre du Travail a annoncé la création d'une division **"défense"** au sein de France Travail, **dirigée par un général**, afin d'accélérer les recrutements pour l'armée et l'industrie militaire.

La CGT condamne fermement ce projet qu'elle considère comme une provocation et une militarisation inacceptable du Service Public, refusant que les agents deviennent des instruments au service de logiques guerrières et capitalistes. Notre mission première à France Travail est d'accompagner les usagers dans leur recherche d'emploi, et non de faire la promotion du service militaire au détriment des travailleurs, premières victimes des conflits.

Une semaine (d') Indispensable

Une seule semaine de l'Indispensable et, déjà, la nausée.

Entre l'accueil, les entretiens, les convocations, les CVM, les alertes, les réclamations, les documents à traiter, les visios et webinaires, les réunions et groupes de travail en tous genres, le reporting, on en a déjà **ras la gueule** mais non, ça ne suffit pas... **Il nous reste les jours, semaines et mois pseudo-thématiques.**



Pour bien attaquer cette semaine, la CGT France Travail Hauts-de-France vous conseille un bon petit café !

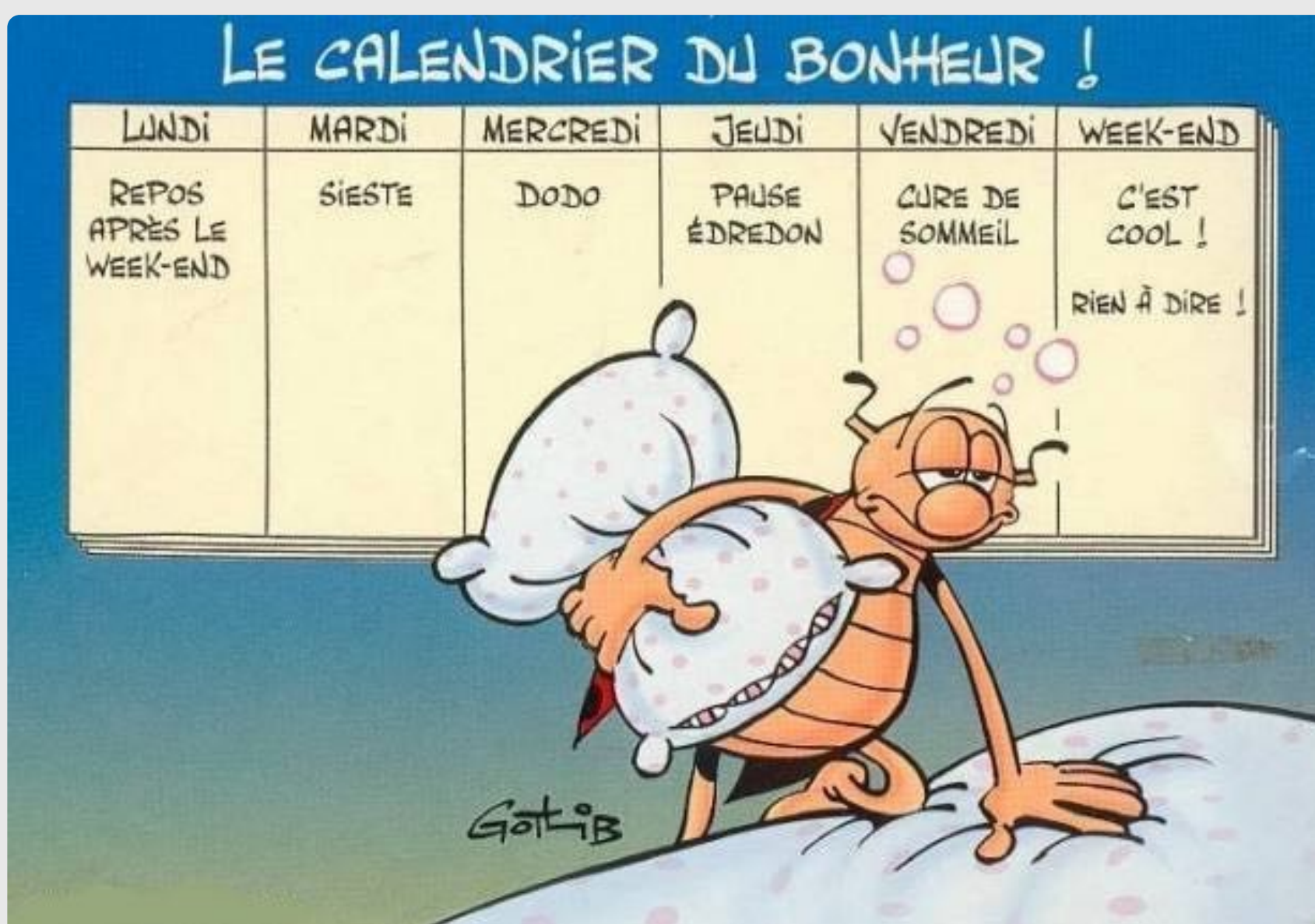
Mais de notre côté, on le prendra **sans IA. C'est largement plus digeste et plus sain pour notre futur...**



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Les "Cafés de l'IA"

Lancez-vous dans l'Intelligence Artificielle



Quand la suspicion devient sentence

Le ministre du travail veut une justice sociale expéditive. En se disant **favorable à la suspension des allocations sur simple « suspicion sérieuse »**, il ne propose pas une mesure d'efficacité budgétaire mais bien **la sanction avant le droit !**

Suspendre les revenus avant la fin de l'instruction, c'est **condamner la personne à la précarité immédiate sans aucune garantie de réparation rapide si l'erreur est administrative.**

Si l'administration met trois mois à reconnaître son erreur, elle aura beau verser les rappels, elle ne **réparera pas le traumatisme d'une expulsion ou d'une faim subie.** Ces prestations ne sont pas un confort, mais le **dernier rempart contre la misère.**

Il est **fascinant de constater que cette « efficacité » préventive ne s'applique jamais aux puissants !** Imagine t'on Bercy geler les crédits d'impôts ou les comptes d'une multinationale sur simple « suspicion sérieuse » d'optimisation fiscale ? Evidemment non.

Là, on invoque la complexité du droit, le temps nécessaire à l'enquête...

En suggérant d'utiliser la géolocalisation ou les relevés téléphoniques pour valider des soupçons, on **transforme les conseillers en agents de renseignement** ; on ne traite plus la précarité, on la surveille !

Le gouvernement fait comme toujours le choix d'une gestion punitive de la pauvreté au lieu de s'attaquer, enfin, à ses racines !



Comme un avion sans aile

Au dernier CSE du 29 Janvier nous a été présentée l'**application Cockpit** qui vise à afficher les possibilités de **gains d'efficience**. La direction a donc décidé de déterminer toutes les pistes où il sera possible de **"gagner du temps"** parce qu'on le sait bien, "le temps, c'est de l'argent". Et notre direction, poussée par son ministère et les **politiques d'austérité dans tout ce qui est public**, recherche partout des pistes pour "faire des économies".

Un **tableau** nous a ainsi été projeté, **tableau recensant les actes métiers et retranscrit les gains en minutes par semaine**. Non non, vous ne rêvez pas, **on parle bien de minutes par semaine...** Et, abracadabra, **tour de magie, on transforme tout ça en ETP**.



mission flash GED - Motif de rejet d'un document en visibilité pour le DE	31/07/2024	12 ETP	4 min/sem	12 ETP	8 min/sem
PA - Clôture automatique des dossiers contentieux	29/11/2024	2 ETP	1 min/sem	0 ETP	2 min/sem
PA - Aide à l'analyse des dossiers CRE	22/10/2024	12 ETP	45 min/sem	25 ETP	0 min/sem

Oui, grâce aux évolutions informatiques, aux algorithmes et à l'intelligence artificielle, nous allons "gagner" des minutes par semaine.. Peut-être bientôt les **chaises percées** qui nous feraient certainement gagner encore plus de temps...?

En revanche, c'est étonnant, la **direction ne revient pas sur les bugs, pannes et autres ralentissements** que nous connaissons tous et qui font perdre régulièrement des heures de travail... Il y a, par ailleurs, fort à parier que **l'arrivée de l'intelligence artificielle sature les canaux de communication** et accentue ces « problèmes » informatiques... Mais de ça, il n'est pas question.

Pas un mot non plus, bien sûr, sur la consommation d'eau générée par **l'utilisation de l'IA** (qui **a consommé plus d'eau l'année dernière que ce qui a été bu par l'ensemble de l'humanité**).



1. Gain inter-postes :
 - Exprimé en ETP, ce type de gain peut être redéployé sur de nouvelles activités. Par exemple, la clôture des portefeuilles MET permet de redéployer des ETP vers des portefeuilles d'accompagnement intensif.
2. Gain intra-poste :
 - Exprimé le plus souvent en minutes par semaine (min/sem) ou en ETP de manière agrégée, il représente un gain de temps au sein d'un poste. Cela peut améliorer la qualité de vie au travail (QVT) ou permettre de redéployer du temps sur d'autres activités au sein du même poste. Par exemple, un conseiller GDD qui gagne 15 minutes par semaine grâce à une évolution du système d'information (SI) peut alors traiter davantage de demandes de service (SAE).

Bien sûr, rassurez-vous,

il n'est **pas question de supprimer des postes... Ah si en fait**. Il est prévu la **suppression cette année** de **515 ETP sous plafond** (entendez CDI) ainsi que **523 CDD et plus de 1000 services civiques...**

Hors CSE, la plaisanterie continue lorsqu'une étude est faite sur les temps des activités indemnisation et EDE.

Par exemple, le temps de traitement des **DAL RAC** était de **10 minutes en 2023**. En **2025, on arrive à 9 minutes** (YES !!!) mais on a **sorti du calcul les temps pour les DAL "populations spécifiques"** où on est à 17 minutes. Ou **comment faire pour obtenir les résultats qui nous arrangent...**

Pas plus de retours sur les **fermetures des agences à la journée pour les "séminaires"**, **feuilles de route, livraisons, visios DG en tous genres...** qui, très très souvent font perdre un peu plus que des minutes : des jours entiers pour tous les Agents.

Donc, au-delà du **caractère hautement discutable de ces calculs**, que la direction finit par reconnaître ("ce n'est pas une source de vérité imparable" ; "ce n'est pas un engagement ferme sur les gains affichés"), on peut **s'interroger sur la finalité de ces études** qui mobilisent régionalement et nationalement du personnel (le serpent qui se mord la queue ?).

Si, avec ces gains de productivité, la direction avait l'intention de passer à la semaine de 32 heures sur 4 jours, elle aurait convaincu la CGT du réel impact de ces mesures sur la QVT... Ce n'est, bien sûr, pas le cas.



GEPP : le tour de magie de la DG

Dans le cadre de la Gestion des emplois et parcours professionnels (GEPP), la direction a décidé de **"rediriger" des "ressources"** (des collègues, ndlr) **des fonctions Appui vers le réseau : 500 Agents** au niveau national (tiens tiens, mais **ne serait-ce pas le nombre de collègues retirés des effectifs CDI ?**). Un **petit tour de passe-passe** pour annoncer que les effectifs dans le réseau se maintiennent ?

Et pour pousser à la mobilité, on fait bien sûr la promotion du réseau : "devenez experts, maestros et même super-héros"...

Forcément, **les services appuis vont souffrir** puisqu'ils n'étaient pas en sureffectif (même si ce n'est pas l'avis de la direction). De plus, **la plupart des réaffectations pourraient être dans le cadre des nouveaux postes de chargés de projets et de développement**, ne nous attendons donc pas à échapper à l'accueil ou à toutes les tâches auparavant dévolues aux contrats aidés et services civiques qui ne seront plus là.

Toujours est-il que, **comme la CFDT et le SNAP soutiennent l'initiative, nous aurons droit à un référendum pour nous prononcer**.

Sans vengeance à assouvir contre les fonctions Appui ou si, simplement, nous n'avons pas envie d'être les prochaines cibles des **gains d'efficience**, il nous faut **impérativement voter NON lors de ce référendum**.

Intelligence artificielle : la solution aux problèmes de budget de France Travail ?

A l'initiative de la CGT, le CSEC a demandé une expertise d'un cabinet indépendant sur le sujet de l'intelligence artificielle. Si cette dernière devient un outil de la direction pour réduire les coûts et diminuer les effectifs, ce n'est pas, loin s'en faut, le seul problème sur ce sujet.

D'abord une requête sur ChatGPT nécessite 10 fois plus de puissance qu'une recherche en ligne.

Ensuite, la consommation d'eau pour refroidir les data center est énorme. La consommation d'eau a augmenté de 34% chez Microsoft et 20% chez Google entre 2021 et 2022. Chat GPT 3 consomme un demi litre d'eau toutes les 10 à 50 requêtes.

La société TSMC a ainsi consommé l'équivalent de 70 piscines olympiques d'eau en 2020 pour polir du silicium qui est à la base des puces nécessaires au numérique, sans compter les rejets de gaz à effet de serre et les polluants ultra toxiques générés. Pour produire de l'intelligence artificielle, il faut du cuivre qu'on extrait en polluant sols et eau, il faut de l'aluminium, grand consommateur d'énergie et qui génère beaucoup de CO2... Et puis, aussi, les mines d'or pour lesquelles on utilise du cyanure.

Aux Etats-Unis, on craint également la surcharge du réseau électrique suite à l'utilisation de l'IA qui surcharge les réseaux. L'Irlande a de son côté refusé la construction d'un troisième datacenter au sud de Dublin car la consommation des centres de données accapare 20% de la production électrique nationale (la moyenne mondiale est à 2%).

Lorsque l'on combine toutes ces problématiques et que l'utilisation de l'IA génère en plus des destructions d'emplois, on est plus qu'en droit de s'inquiéter sur l'opportunité de ce « progrès ».



BFM @BFMTV X.com

Le Medef propose un CDI spécial jeunes qui peut être rompu sans motif et payé moins que le Smic
l.bfmtv.com/74TU

socialantivirus.bsky.social @socialantivirus.bsky.social + Suivre

Et si on demandait aux entreprises de baisser drastiquement le prix de leurs produits et services avec la même qualité, et avec une clause nous permettant d'en demander le remboursement intégral, sans conditions, durant un période de trois ans. Ils seraient d'accord ?

Ahhh, les propositions du MEDEF...

mieux : de vacuité @latumescenceduvide.bsky.social + Suivre

C'est amusant cette faculté de toujours vouloir ruiner, rabaisser, dénigrer, réduire, précariser, etc.etc. les individus au travail. surtout que sans ces travailleurs, pas de patrons.

Plus d'un Français interrogé sur trois juge acceptable le recours à la torture, selon un sondage

L'Association des chrétiens pour l'abolition de la torture évoque "une banalisation inquiétante" de ces pratiques dans l'opinion.

lire plus tard 92 commentaires partager

franceinfo avec AFP France Télévisions

On attend le NumérOvaire

AlertesInfos @AlertesInfos X.com

FLASH | Pour relancer la natalité, le gouvernement enverra une lettre aux Français de 29 ans. (Le Figaro)

3 hauts-de-france changer de région

Toute ressemblance avec certains DAFT et ELD

"On n'est pas là pour écouter les salariés, on pense qu'aux chiffres" : un rapport accable le centre d'appels Concentrix de Compiègne

ne serait pas purement fortuite

Lutte gagnante ou en cours



Pour rugir de plaisir

A Lyon, 200 riverains attaquent en justice les industriels des PFAS (substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées, polluants éternels) et leur réclament 35 millions d'euros.



Place à la Fête

Après 25 jours de grève, les salariés du Biocoop de la place des Fêtes à Paris ont obtenu une augmentation des salaires de 6 à 9% sur 2 ans, la mise en retrait de la gérante, un accompagnement par l'ANACT (Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail) et un élargissement des prérogatives du CSE.

Game of life



Au moins 1200 salariés d'Ubisoft, géant français du jeu vidéo, se sont mis en grève du 10 au 12 février pour protester contre le plan de départ volontaire de 200 employés en France, la vaste réorganisation du groupe et des annulations de projets en série.

Non, Le Monde, ton titre suggère que l'entreprise serait victime. C'est tout l'inverse : Ubisoft est le bourreau, les salariés sont les victimes.

Ubisoft, le géant français du jeu vidéo, confronté à trois jours de grève



“Ne réponds jamais, ne réponds rien, embrouille les !” (Marlène Schiappa, dans l'émission “Les Traîtres”)

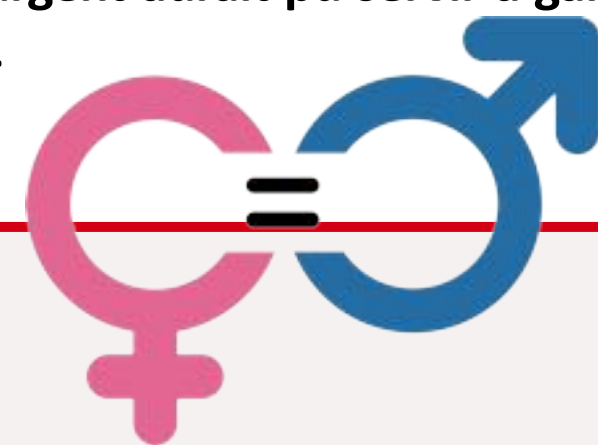
C'est le titre qui aurait pu être donné à la conférence animée par Marlène Schiappa à l'Université du Management.

Si Marlène Schiappa a été secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et à la lutte contre les discriminations, elle y a surtout brillé par ses effets d'annonce pour masquer les difficultés sur le terrain et son absence de concertation avec les associations sur le terrain.

Au final, elle quittera ses fonctions pour en faire plus, au sein du ministère de l'Intérieur, comme ministre déléguée chargée de la citoyenneté, auprès de Gérard Darmanin (sic). Bilan : d'énormes soupçons sur l'attribution de fonds publics pour lutter contre le séparatisme, dont une partie a en plus permis à une association de cibler des opposants politiques à Emmanuel Macron.

A ce jour, on ne sait pas combien coûte cette conférence mais on peut s'avancer sur le fait que cet argent aurait pu servir à garantir des moyens réels dans la négociation Egalité professionnelle femmes/hommes qui s'ouvre fin février.

Dans ce cadre, comme dans les autres, la CGT France Travail fera valoir ses revendications !

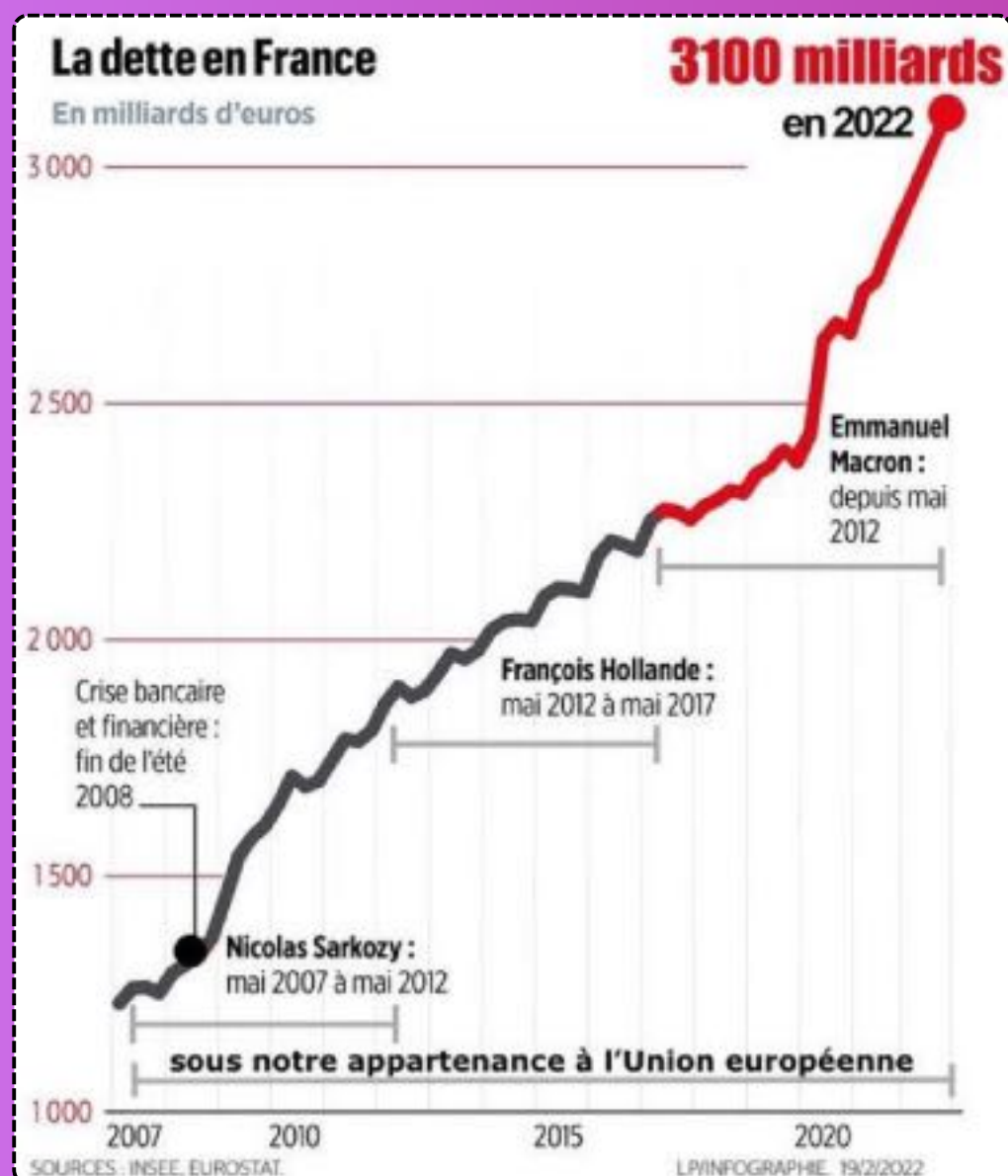


Les 10 bonnes nouvelles...et même un peu plus

- Le Canada ouvre une épicerie gratuite pour les familles dans le besoin, épicerie dans laquelle elles peuvent emporter jusqu'à 150 \$ de nourriture
- Le Mexique a mis fin aux spectacles de dauphins et relâchera tous les dauphins captifs
- Des ingénieurs néerlandais ont construit un “aspirateur” flottant de 600 mètres de long pour collecter le plastique dans les océans et aider à la restauration de la vie marine
- Pour la deuxième année consécutive, aucun rhinocéros n'a été braconné dans les zones protégées en Inde
- En 2000, 36% de la population mondiale vivait sous le seuil de pauvreté (moins de 2,15\$ par jour) ; aujourd'hui ce taux est tombé à 8,5%. Une baisse spectaculaire malgré la croissance démographique
- Le Costa Rica s'apprête à fonctionner entièrement à l'aide d'énergies renouvelables, devenant ainsi le 1er pays du monde à y parvenir
- L'Australie pourrait devenir le 1er pays au monde à éradiquer totalement le cancer du col de l'utérus
- Les pandas ne sont plus menacés d'extinction ; un immense succès pour la conservation de la faune sauvage
- Les Pays-Bas ferment des prisons en raison de la baisse du taux de criminalité ; plus de 20 ont fermé depuis 2009
- La tortue verte n'est désormais plus considérée comme une espèce en voie de disparition.

Allez, il nous en reste deux ou trois :

- A Nancy, des jardiniers “pirates” plantent 200 framboisiers et un pommier de 200 kg en plein centre-ville
- Le Pérou reconnaît désormais les abeilles comme des êtres dotés de droits, une première mondiale
- La ville d'Hambourg enterre 2 km d'autoroute pour créer 25 hectares de jardin en centre-ville.



Le choix dans la dette

Questions du petit Emmanuel, 48 ans :

- Mais pourquoi la dette elle explose comme ça ?
- Mais qu'est-ce qui nous coûte un pognon de dingue comme ça ?

Pour lui répondre, vous pouvez vous aider des documents à votre disposition ci-dessous.

POLITIQUE • FINANCES PUBLIQUES

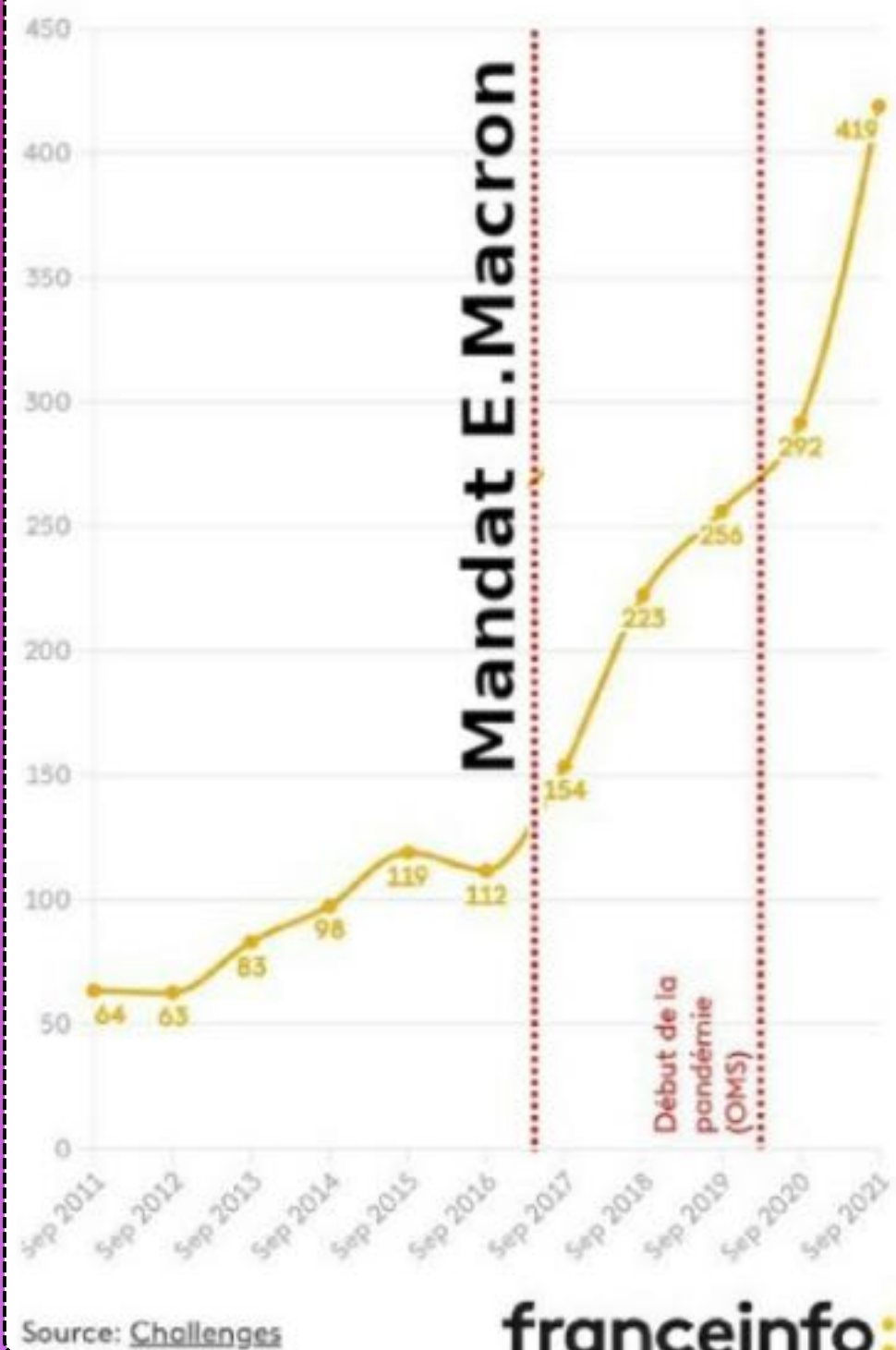
Plus de 13 000 millionnaires ne paient aucun impôt sur le revenu, selon une note inédite de Bercy

En 2024, des milliers de contribuables disposant d'un gros patrimoine immobilier ont coupé à l'impôt sur le revenu. Un document de Bercy confirme les déclarations de l'ancien ministre Eric Lombard. De quoi relancer le débat sur la fiscalité des grandes fortunes.



Fortune cumulée des cinq familles* les plus riches de France depuis dix ans
Montant au mois de septembre de chaque année, en milliards d'euros

*Famille Arnault (LVMH), Hermès, Bettencourt (L'Oréal), Wertheimer (Chanel), Pinault (Kering)



Citation du mois :

“Celui qui accepte le mal sans lutter contre lui coopère avec lui.”

Martin Luther King



Je souhaite adhérer au Syndicat CGT France Travail Hauts-de-France

Nom :

Prénom :

Site :

Tél. :

E-mail :

A remettre à un(e) militant(e) ou contacter : syndicat.cgt-hdf@francetravail.fr

